

## PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille, le 12 MAI 2009

Dossier suivi par : Mme LOPEZ  
☎ 04.91.15.69.33.

N° 2009-79 PC

### ARRÊTÉ

imposant des prescriptions complémentaires  
à la Société PROVENCE STOCK SERVICE  
en ARLES (13200)



LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.515-8,

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,

Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 sur la nomenclature des installations classées modifié notamment par le décret n° 2005-989 du 10 août 2005,

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et sa circulaire d'application,

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

.../...

Vu la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits "SEVESO" visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié,

Vu la circulaire du 7 octobre 2005 relative au glossaire technique des risques technologiques,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 9 mai 2000 délivré à la Société Provence Stock Service pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Arles,

Vu les études des dangers remises à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 20 février 2009,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 16 avril 2009,

Considérant que la Société Provence Stock Service est autorisée, par arrêté préfectoral du 9 mai 2000, à exploiter un stockage de produits agropharmaceutiques, de substances toxiques et très toxiques et pour les organismes aquatiques, de liquides inflammables et de préparations comburantes au regard de la nomenclature des Installations Classées,

Considérant que l'étude des dangers, transmise en Janvier 2008 et complétée le 9 janvier 2009, s'inscrit dans le cadre d'une révision quinquennale et en vue d'une actualisation des prescriptions applicables à la société sous la forme d'un arrêté unique,

Considérant que les éléments fournis sur les installations étudiées sont suffisants pour répondre aux exigences réglementaires et permettent l'appréciation de la démarche de maîtrise des risques, dont les critères sont définis par la circulaire du 29 septembre 2005, ainsi que la prescription du PPRT,

Considérant que la liste nationale des Plans de prévention des Risques Sanitaires et Technologiques (PPRT) du 13 juillet 2005, présentée en annexe 1 de la circulaire du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, place celui de la Société Provence Stock Service en priorité 1,

Considérant que, conformément à l'article R.512-31 du Code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris, sur proposition de l'inspection des installations classées, et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, et peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code, rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,



## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - DONNER ACTE DE L'ETUDE DE DANGERS**

Il est donné acte à la Société Provence Stock Service, ci-après dénommé exploitant, dont le siège social est situé Rue Lieutaud - ZI Nord - 13200 ARLES, de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement susvisé, transmise en janvier 2008, complétée des éléments estimatifs des flux thermiques consécutifs à l'incendie généralisé des stockages, remis en janvier 2009. Cette étude de dangers sera actualisée et adressée en double exemplaire à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône pour le 31 janvier 2013.

L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations telles que décrites dans cette étude. En particulier, l'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions de suivi en temps réel des entreposages, afin de vérifier le respect permanent des hypothèses retenues pour la réalisation de l'étude et les modélisations de phénomènes dangereux.

### **ARTICLE 2 - CARTOUCHES, AEROSOLS ET ALLUMETTES CHIMIQUES**

L'étude de dangers prend en compte la suppression du stockage d'aérosols, de cartouches de chasse et d'allumettes chimiques.

Ces activités de stockage sont donc suspendues, sauf à ce que l'exploitant produise une nouvelle étude de dangers permettant de lever cette suspension.

### **ARTICLE 3 - PRODUITS COMBURANTS ET INSTABLES AVEC DE L'EAU**

Les produits comburants et les produits instables avec de l'eau sont regroupés dans la même cellule.

Ces produits sont entreposés en surélévation par rapport au sol, afin de prévenir leur réaction en cas d'incendie.

### **ARTICLE 4 - PRODUITS INFLAMMABLES**

Les liquides inflammables sont regroupés dans une seule cellule (cellule 5). Cette cellule est la plus éloignée possible de la cellule de stockage des comburants.

Outre les dispositions constructives communes à l'ensemble des cellules de l'entrepôt, cette cellule dispose d'une rétention permettant de limiter la portée des flux thermiques en cas d'incendie.

## **ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DES PERFORMANCES DES MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, les mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans les études de dangers visées dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

Les paramètres relatifs aux performances de ces mesures de maîtrise des risques sont définis et suivis, leurs dérives détectées et corrigées, dans le cadre des procédures du système de gestion de sécurité de l'exploitant.

L'exploitant met à disposition de l'Inspection des Installations Classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment :

- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques ;
- les résultats de ces programmes ;
- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques entraînant une modification du niveau de risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. De plus, toute intervention sur des matériels constituant toute ou partie d'une mesure dite « *MMR* » est suivie d'essais fonctionnels systématiques.

## **ARTICLE 6 - RESISTANCE DES BATIMENTS EN CAS DE SEISME**

L'exploitant devra fournir, **sous deux ans**, à compter de la date de parution du présent arrêté, les éléments suivants :

- 1 ) l'aléa sismique de référence pour le site permettant de déterminer le ou les SMHV et SMS selon l'arrêté ministériel du 10 mai 1993.
- 2 ) la liste des éléments importants pour la sûreté en cas de séisme comprenant les équipements principaux, dont les contenants selon leur résistance en cas de chute, ainsi que les éléments de supportage et les structures du bâtiment dont la défaillance entraîne un accident.
- 3 ) la vérification de la tenue au séisme SMHV et/ou SMS des éléments importants pour la sûreté.
- 4 ) une étude technico-économique de mise en conformité des éléments importants pour la sûreté en cas de séisme assortie le cas échéant d'un échéancier de réalisation.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS ANTERIEURES**

Les dispositions techniques prescrites antérieurement par le récépissé de déclaration n° 39-1988 D du 24 mai 1988 sont abrogées.

#### ARTICLE 8

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511- 1, Livre V, Titre I, Chapitre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

#### ARTICLE 9

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article L.514-1, Livre V, Titre I, Chapitre IV du Code de l'environnement, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

#### ARTICLE 10

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

#### ARTICLE 11


Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### ARTICLE 12

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Arles,
- Le Maire d'Arles,
- Le Directeur de la Sécurité et du Cabinet,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental Délégué de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental Délégué de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera affichée et un avis publié conformément aux dispositions de l'article R.512.39 du Code de l'Environnement.

MARSEILLE le 12 MAI 2009

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
  
Didier MARTIN

